

Gouverner en situation de crise écologique

Paris, 24 octobre 2022. **Le réchauffement climatique, l'effondrement de la biodiversité, la raréfaction des ressources non renouvelables et la multiplication des pollutions vont occasionner en France des crises de plus en plus fréquentes et violentes dans les décennies à venir. Dans ce contexte, le laboratoire d'idées l'[Intérêt Général](#) publie une note en trois parties, élaborée collégialement par des chercheurs, ingénieurs, fonctionnaires, et experts des enjeux climatiques, biodiversité, ressources et pollutions pour proposer la mise en place d'une stratégie nationale d'adaptation face aux crises écologiques, et plus globalement un plan pour gouverner face aux catastrophes.**

A l'heure où la pandémie de coronavirus a montré l'impréparation et la vulnérabilité de notre société face à ces crises, et après la publication d'un nouveau rapport du GIEC qui expose l'insuffisance criante des mesures prises par la plupart des gouvernements pour faire face au réchauffement climatique, le franchissement répété de nos limites planétaires doit maintenant nous amener à agir à la hauteur des enjeux. Non seulement doit-on diminuer drastiquement notre impact sur notre environnement, mais il est également essentiel d'adapter notre société face à un climat qui se réchauffe, une biodiversité en plein effondrement, des ruptures croissantes d'approvisionnement en énergie et en produits, et à des pollutions qui s'accumulent.

Un plan pour gouverner face aux catastrophes

La première partie, "Préparer la France aux crises écologiques", propose un plan pour faire de l'adaptation face aux crises écologiques un des impératifs majeurs du nouveau quinquennat. En parallèle des efforts indispensables pour atténuer ces crises, au premier rang desquels la baisse drastique des émissions de gaz à effet de serre, cela implique de planifier concrètement cette adaptation en élaborant démocratiquement une "stratégie nationale d'adaptation aux crises écologiques", intégrant des objectifs contraignants d'adaptation et prenant en compte de façon croisée l'ensemble des risques climatiques, biodiversité, ressources et pollutions. Pour les atteindre, la note propose de donner la charge aux régions, départements et rassemblements de communes de planifier localement les politiques publiques nécessaires pour atteindre ces objectifs, ce qui implique d'étendre les prérogatives et de rendre obligatoire des concertations citoyennes systématiques.

Une stratégie nationale d'adaptation face aux crises climatiques

La seconde partie, "Adapter la France face aux crises écologiques" propose les bases d'une stratégie nationale d'adaptation face aux crises écologiques, en présentant secteur par secteur de premiers objectifs nationaux d'adaptation pour rendre notre système alimentaire résilient, arbitrer et préserver nos ressources d'eau, réduire notre vulnérabilité aux ruptures d'approvisionnement, rendre nos infrastructures plus résistantes, prévenir et anticiper les migrations climatiques, mettre notre système de santé publique en adéquation avec un nouveau monde sanitaire, raisonner notre usage des sols, préserver les espaces naturels,

réaménager les villes et les lieux d'habitations, et contraindre les entreprises à participer aux efforts d'adaptation.

Le panorama inédit de la France en 2050 face à de multiples crises écologiques

La troisième partie, "2050 : une France en situation de crises écologiques" fait un panorama inédit des menaces croisées que le réchauffement climatique, l'effondrement de la biodiversité, les risques de pénuries et les pollutions vont faire peser, en France et d'ici 2050, sur chaque aspect de nos vies : alimentation, réseaux d'infrastructures et de services, pénuries en produits essentiels, déplacements forcés... basé sur les dernières connaissances scientifiques en date.

A titre d'exemple, l'étude croisée des menaces écologiques rend visible des risques sanitaires inédits : la hausse moyenne des températures favorisant la dispersion de maladies auparavant circonscrites dans des pays plus chauds comme le chikungunya, se rajoutant à de futures risques d'apparition de pandémies dûs à la pression que mise sur les espèces animales, créant de nouvelles interfaces de contact entre espèces réservoirs de virus et les populations humaines via le mécanisme de zoonoses, ainsi qu'à la hausse de 600 et 6000 décès supplémentaires par an à partir de 2050 imputables à la chaleur, un risques de pénuries de médicament, l'intensification de la pollution de l'air à l'ozone, et des allergies au pollens généralisées à la moitié de la population.

[Épisode 1 - Préparer la France face aux crises écologiques](#)

[Épisode 2 - Dix chantiers pour adapter la France aux crises écologiques.](#)

[Épisode 3 - 2050 : une France en situation de crises écologiques](#)

Contact presse : michel.mongkhoy@gmail.com / 06 74 59 57 88

A propos de l'Intérêt Général

Intérêt Général est un laboratoire d'idées indépendant lancé en mai 2019 (le [manifeste](#)) en vue de proposer des orientations et des scénarios d'action concrets en réponse aux urgences écologique, démocratique, sociale et internationale.

Intérêt Général est composé de membres issus des secteurs public, privé et universitaire de haut niveau et dispose d'un conseil d'orientation scientifique réunissant plusieurs dizaines de chercheur.ses, haut.es fonctionnaires, militant.es, dont Jean Ziegler, sociologue et écrivain suisse, membre du comité consultatif du Conseil des droits de l'homme des Nations unies.

Depuis son lancement, Intérêt Général a publié 26 notes approfondies. Sur les enjeux environnementaux, Intérêt Général a d'ores et déjà publié une note en trois volets consacrée aux pollutions, pour "désempoisonner le monde".